



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Pays nordiques

LE CHIFFRE DE LA QUINZAINE

Pays nordiques : prévisions de croissance

toutes positives pour 2024 et

supérieures à +1,5% pour 2025

(Prévisions de croissance pour 2025 : Suède : +2,2% ; Norvège : +1,9% ; Finlande : +1,9% ; Danemark : +1,5% ; Islande : +2%)

Source : Dernière édition du « *World Economic Outlook* » du FMI -17 avril 2024

Pays nordiques

Cinq pays d'Europe du Nord, la Belgique, les Pays-Bas, le Danemark, la Norvège et la Suède signent des accords bilatéraux de transport transfrontalier de dioxyde de carbone en vue d'un stockage permanent. En 2021, la Norvège et les Pays-Bas avaient déjà signé un accord de coopération énergétique autour de la mer du Nord qui incluait le captage et le stockage du carbone. La Norvège avait également conclu des accords similaires avec la Belgique en 2022 et avec le Danemark en 2023. En outre, en 2022 et 2023, le Danemark, la Belgique et les Pays-Bas avaient conclu des accords sur le

transport transfrontalier et le stockage du CO₂ capturé. Franchissant une étape supplémentaire le 15 avril, le Danemark, la Belgique, les Pays-Bas et la Suède ont signé ensemble des accords bilatéraux avec la Norvège sur le transport transfrontalier du dioxyde de carbone en vue de son stockage géologique. « Le captage et le stockage de carbone et le bio-CCS joueront un rôle clé dans l'atteinte de l'objectif de neutralité climatique de l'UE », a déclaré Romina Pourmokhtari, Ministre suédoise du Climat et de l'Environnement. Le CCS jouera en effet un rôle déterminant dans la décarbonation de certaines industries européennes « *hard-to-abate* » (secteurs dont les émissions carbone sont difficiles à réduire : ciment, aluminium, acier, incinération de déchets...).

Danemark

L'inflation est passée de +0,8% en février à +0,9% en mars en glissement annuel. Cette légère hausse est principalement due à l'évolution des prix de l'habillement, du gaz et de l'électricité. Les services ont augmenté en moyenne de +3,5 % au cours de l'année écoulée, principalement en raison de l'augmentation des loyers. En moyenne, les biens ont diminué de -1,7 %, en lien notamment avec la baisse des prix de l'électricité. L'inflation sous-jacente a affiché une hausse annuelle de +1,7 % en mars, inchangée par rapport au mois précédent.

Le Parlement danois (Folketing) adopte un paquet d'initiatives vertes d'un total de 5 Mds DKK (670 M€). Le Gouvernement et une large majorité du Parlement ont décidé de flécher une partie de la « marge de manœuvre verte » à l'horizon 2030 vers un plan d'adaptation climatique, des mesures visant à lutter contre les PFAS (polluants éternels) et la pollution des sols, la transition verte de l'agriculture, le boisement, un renforcement du fonds destiné à soutenir la conversion en chauffage urbain ainsi que la rationalisation du transport routier de marchandises. Le nouvel accord devrait entraîner une réduction des émissions émises par le Danemark de 0,3tCO₂e en 2025 et 2030, grâce à une hausse de la taxe sur le diesel de 0,5 DKK (0,067 €) par litre.

La production agricole biologique considérablement diminue. Malgré l'ambition politique de doubler la consommation, la surface agricole et les exportations biologiques entre 2018 et 2030, la surface agricole biologique a diminué de 6 500 hectares en 2023 pour s'établir à 303 500 hectares. Cette baisse est notamment due à la baisse de la consommation des produits les plus chers par les ménages danois, dont les produits bio, en raison de l'inflation. A titre d'exemple, l'élevage biologique de poulets de chair a chuté de 63%. Selon Michael Kjerkegaard, président de l'Association nationale écologique (Økologisk Landsforening), cette tendance pourrait s'aggraver si la taxe carbone agricole est mise en place, du fait des contraintes de

production pour l'agriculture biologique, notamment pour l'élevage bovin.

La société énergétique OK prend le contrôle de Coop Danmark. En crise depuis plusieurs années, Coop a récemment annoncé un plan de sauvetage qui comprend un investissement total d'environ 2 Mds DKK (268 M€) apportés par Coop Amba (la coopérative détenant le groupe Coop) et la société OK. Cette dernière acquiert la moitié des actions du géant de la distribution et bénéficiera donc d'une influence majoritaire sur l'entreprise. Le plan comprend également l'abandon de la création d'une nouvelle chaîne de supermarchés sous le nom de Coop (rassemblant les anciennes chaînes Kvickly, Irma et SuperBrugsen), ainsi que la suppression des activités bancaires de Coop. L'accord conclu entre OK et Coop est soumis à l'approbation du conseil national de Coop Amba et des autorités de la concurrence. Le directeur général de Coop Danmark, Kræn Østergaard Nielsen, a annoncé qu'il démissionnerait si l'accord avec OK était voté.

La compagnie de ferries DFDS a finalisé l'acquisition de la société turque Ekol Logistics pour un montant de 1,9 Md DKK (255 M€). Ekol Logistics (CA : 469 M€, 3700 employés) est spécialisée dans le transport de biens entre la Turquie et l'Europe, par bateau, train et route. DFDS prévoit une augmentation du marché du transport entre la Turquie et le continent européen de 14% par an jusqu'en 2028 et réalise donc un investissement stratégique afin de bénéficier de cette tendance. La société danoise va commencer par lancer un plan d'optimisation, dans le but d'augmenter la marge d'exploitation d'Ekol Logistics de 2,5% en 2023 à 5% d'ici 2027. DFDS anticipe à présent une croissance de 8 à 11% de son chiffre d'affaires pour l'année 2024, contre 5 à 8% auparavant.

Islande

Bjarni Benediktsson prend la tête d'un nouveau gouvernement.

Bjarni Benediktsson, leader du Parti de l'Indépendance, a pris la tête d'un nouveau gouvernement mardi 8 avril, à la suite de la démission de Katrín Jakobsdóttir, issue du Parti Vert-Gauche, candidate à l'élection présidentielle, qui occupait les fonctions de Première ministre depuis 2017. C'est la seconde fois que M. Benediktsson occupe ces fonctions : il avait en effet précédé Katrín Jakobsdóttir de janvier à novembre 2017. La coalition de gouvernement reste inchangée, composée des représentants des partis du Progrès, de l'Indépendance et Vert-Gauche, bien que certains portefeuilles ministériels aient été redistribués. Le Ministère des Finances est ainsi passé aux mains du Parti du Progrès et le Ministère des Affaires étrangères à celles du parti de l'Indépendance.

L'Etat islandais annonce un budget pour 2025-2029 marqué par l'austérité, mais qui continue néanmoins de soutenir les revenus des ménages.

Le nouveau ministre de l'Economie et des Finances, Sigurður Ingi Jóhannsson, a présenté mardi 16 avril le plan budgétaire national quinquennal pour la période 2025-2029. Le plan prévoit une amélioration significative des performances du Trésor islandais sur la période : d'un déficit budgétaire pour 2024 estimé à 49 Mds ISK (325 M€), il est prévu que le budget de l'Etat redevienne excédentaire à partir de 2028. Ces projections reposent sur une prévision de baisse des dépenses gouvernementales et affichent l'objectif de revenir à un niveau de dépenses publiques similaire à celui que connaissait le pays avant la pandémie de Covid-19, soit moins de 30% du PIB islandais. Les seules dépenses échappant aux restrictions sont celles destinées à soutenir le revenu disponible des ménages. Ces efforts budgétaires devraient s'accompagner d'une hausse des recettes de l'Etat afin de stabiliser, puis de réduire légèrement la dette publique grâce à la vente d'une partie du patrimoine immobilier public et des parts détenues par l'Etat islandais dans la banque commerciale Íslandsbanki.

L'Islande s'inspire des pratiques néo-zélandaises de lutte contre les inégalités salariales femmes-hommes.

Un rapport du groupe d'action sur l'égalité salariale et l'égalité sur le marché du travail a été remis le 20 mars à la Première ministre. Il propose notamment la mise en place d'un processus de médiation collective pour revaloriser les salaires, souvent plus faibles qu'ailleurs, des secteurs professionnels majoritairement féminins. Bien que la situation demeure imparfaite, les inégalités salariales dans une même branche professionnelle ont significativement reculé au cours des dernières années. Toutefois, selon les chiffres de l'association professionnelle des diplômés islandais en commerce et en économie *FVH*, les hommes dans ce secteur gagneraient en moyenne entre 100 000 et 180 000 ISK (soit entre 650 et 1 000€) de plus que leurs homologues féminines. Les écarts de revenus liés au genre sont encore davantage visibles lorsque l'on compare les revenus générés par les branches professionnelles à dominante masculine ou féminine. Cependant, en 2023 et pour la 14^e année consécutive, l'Islande occupait la tête du classement mondial de l'indice sur l'inégalité femmes-hommes du Forum économique mondial.

La part du tourisme dans le PIB atteint un niveau record et dépasse les chiffres observés avant la pandémie de Covid-19.

Les chiffres du tourisme pour 2023 ont été revus à la hausse, annonce l'Institut national des statistiques islandais *Hagstofa Íslands*. Le secteur représente 8.8% du PIB islandais en 2023, dépassant ainsi le record de 8.2% du PIB qui avait été atteint en 2019. Ces résultats se traduisent par des chiffres records également pour la consommation touristique intérieure, qui s'élève à 845 Mds ISK (5,6 Mds€). Ils ne se répercutent toutefois pas entièrement sur le nombre d'emplois du secteur, qui reste encore légèrement plus faible que sur la période 2017-2019.

Finlande

L'inflation (IPCH) est au plus bas, à +0,5 % sur un an en mars. A taux de taxation constants (IPCH-TC), l'inflation est de +0,2 %. Les dépenses de logement (-2,1%) et d'alimentation (-1,7 %) sont celles qui ont le plus baissé. L'alcool et le tabac (+4,5 %), l'éducation (+7,7 %), les loisirs et la culture (+3,6 %) et l'hôtellerie-restauration (+3,6 %), quant à elles, sont celles qui ont le plus augmenté. La rapidité de la désinflation fait craindre l'entrée de la Finlande dans une phase de déflation, selon Patrizio Lainà, économiste de la fédération syndicale STTK.

Le gouvernement présente de nouvelles mesures d'ajustement budgétaire pour un total de 3 Mds€. Face à la dégradation de la conjoncture économique, le gouvernement de P. Orpo a annoncé, dans le cadre de son plan budgétaire pour 2025-2028, des mesures supplémentaires aux 6 Mds€ de coupes dans les dépenses déjà prévues dans le plan pour 2024-2027. Il inclut de nouvelles coupes de 1,4 Md€ dès 2025 et 1,6 Md€ d'ici 2027, qui touchent notamment aux services de santé, aux lycées professionnels et à l'allocation logement destinées aux étudiants. Pour la première fois, le gouvernement utilise également le levier de la fiscalité, avec 1,4 Md€ de hausses d'impôts dès 2025. La hausse du taux général de TVA de 1,5 pp à 25,5 %, qui devrait intervenir dès 2024, compte à elle seule pour près de 1 Md€. Cette hausse ferait de la Finlande le pays avec le 2^e taux de TVA le plus élevé de l'UE, derrière la Hongrie (27 %) et devant la Suède et le Danemark (25 %).

Baisse de 10 % de l'aide publique au développement en 2023. Selon les données préliminaires de l'OCDE, l'APD finlandaise a atteint environ 1,45 Md€ (soit 0,52% du RNB), ce qui représente un recul de 84 M€ par rapport à 2022. L'aide directe gérée par le ministère des Affaires étrangères s'élève à 750 M€, tandis que l'aide passant par l'ONU, l'UE et la Banque mondiale représente 700 M€. Les pays les moins avancés ont reçu 370 M€. L'Ukraine demeure le principal bénéficiaire de cette aide avec 64 M€ reçus, sans compter le coût de l'accueil des réfugiés.

Les subventions à l'éolien ont coûté 1,6 Md€ à l'Etat depuis leur introduction en 2011. Créé pour encourager la construction de parcs éoliens, le système de tarif de rachat s'est avéré de plus en plus coûteux jusqu'en 2020. Le niveau des subventions a augmenté du fait de l'écart croissant entre le prix indicatif sur la base duquel elles sont calculées (83,50 €/MWh) et le prix de marché de l'électricité, qui a baissé. Malgré son arrêt en 2017, le système perdurera jusqu'en 2030, le tarif de rachat s'appliquant pendant une période de 12 ans à compter de la construction. A cette date, le coût total devrait atteindre 2,1 Mds€.

Acquisition par le groupe franco-irlandais Conquest de deux projets éoliens pour 1 Md€. Le gestionnaire de fonds a annoncé l'achat, sur quatre ans, de deux projets éoliens d'une capacité cumulée de 182 MW. En cours de construction par Winda Energy, filiale finlandaise du tchèque BHM Renewables, les parcs éoliens seront mis en service entre 2026 et 2028.

Diminution de près de moitié de l'investissement dans les start-ups en 2023. Selon l'Association finlandaise de capital-risque, les start-ups ont mobilisé 870 M€ en 2023, après une année 2022 record à 1,7 Md€. Cette baisse, qui va dans le sens de la tendance mondiale, est davantage marquée pour les investisseurs étrangers (-58 %) que finlandais (-17 %). La collecte par les fonds de capital-risque finlandais s'est maintenue à un niveau élevé (507 Md€, contre 525 M€ en 2022). Plus d'un tiers de la collecte (167 M€) a été fourni par des gestionnaires de patrimoine (*family offices*), un record. La levée de fonds la plus importante concerne Hostaway (162 M€), un logiciel de gestion de locations de vacances.

L'empreinte carbone moyenne des Finlandais a presque diminué de moitié depuis 2000. Elle est passée de 14 t. éq. CO₂ par personne et par an en 2000 à 7,7 t. en 2021 et ce, malgré la hausse des dépenses de consommation finale. Les émissions liées au logement ont baissé de 60 %, celles liées au transport de 43 %, celles liées à l'alimentation de 17 %.

Norvège

Une hausse de 5,2% des salaires négociée par les partenaires sociaux. Le 14 avril 2024, le syndicat *Fellesforbundet* et l'organisation patronale *NHO* sont parvenus à un accord sur les hausses de salaires dans l'industrie. Elles s'élèveront à 5,2% en 2024, chiffre qui servira de base aux négociations collectives dans les autres branches.

1,09% du RNB consacré à l'APD. L'aide publique au développement (APD) de la Norvège a atteint un niveau record en 2023, avec un total de 5 Mds€. Cela représente 1,09% du revenu national brut (RNB). La Norvège est ainsi le seul pays de l'OCDE dont l'aide est supérieure à 1% du RNB alors que seuls cinq pays du Comité d'aide au développement (CAD) ont atteint l'objectif de 0,7% du RNB consacré à l'APD.

51 Mds€ pour la défense norvégienne. Lors de la présentation du livre blanc sur la défense, le Premier ministre Jonas Gahr Støre a annoncé le 5 avril 2024 vouloir doubler le budget de la défense d'ici 2036. Le plan comprend l'acquisition de cinq nouvelles frégates, un sous-marin supplémentaire, la mise en place de deux nouvelles brigades dans l'armée et l'expansion de la garde nationale.

Minéraux sous-marins : ouverture d'une zone sur le plateau continental. Le gouvernement a annoncé l'ouverture d'une zone pour l'exploration des minéraux sous-marins en mer de Norvège et en mer du Groenland. Des opérateurs privés seront autorisés à cartographier les fonds de cette zone et à améliorer la documentation scientifique sur le *deep sea mining*. Les premières concessions seront délivrées dès le printemps 2025.

Directive européenne sur la performance énergétique des bâtiments. La nouvelle directive de l'UE sur la performance énergétique des bâtiments (EPBD) sera applicable en Norvège dans le cadre de l'accord EEE. Toutes les maisons neuves devront être équipées de panneaux solaires et tous les logements neufs seront sans émissions d'ici 2030.

Le gouvernement favorable au 4^e paquet énergie européen. Le gouvernement affirme qu'il adoptera le quatrième paquet énergie pour répondre aux exigences de l'UE. La Commissaire européenne à l'Énergie Kadri Simson a demandé à la Norvège d'adopter la directive avant le 13 août de cette année.

Publication d'un rapport sur la trajectoire de réduction des émissions de CO2. Le 10 avril 2024, la direction de l'environnement a remis à son ministère de tutelle une étude sur la baisse des émissions de gaz à effet de serre. L'objectif est de diminuer ces émissions de -63% d'ici 2035 par rapport à 1990, en comparaison avec une prévision actuelle de -27%. L'étude estime que l'achat de quotas de CO2 à l'étranger n'est pas une solution durable et qu'il est préférable de se concentrer sur le CCS et sur les énergies renouvelables, ainsi que de favoriser les transports en commun plutôt que la voiture individuelle.

Création d'un fonds public d'investissements à Tromsø. Le ministère des Finances propose de créer à Tromsø un fonds public d'investissements géré par le fonds de pensions de la sécurité sociale. Cet organisme permettrait de créer des emplois et de structurer un secteur financier dans le nord de la Norvège. À terme, le fonds serait doté d'un portefeuille de 2,6 Md€.

Projets d'investissements chinois à Kirkenes. Six entreprises chinoises (textile, automobile, technologies, finances, BTP et transport maritime) ont montré leur intérêt pour s'établir à Kirkenes, ville de l'Arctique norvégien à la frontière avec la Russie. Le maire de Kirkenes, Magnus Mæland, a ainsi reçu pas moins de trois délégations d'entrepreneurs chinois depuis le début de l'année.

Elon Musk dans le podcast de Nicolai Tangen. Le directeur du fonds souverain norvégien, Nicolai Tangen, a accueilli dans son podcast du 8 avril 2024 le PDG de Tesla, Elon Musk. Ils ont discuté du développement de l'intelligence artificielle et de Tesla. M. Musk a remercié la Norvège pour son soutien aux voitures électriques.

Suède

Nouvelle dépréciation de la couronne (SEK). Les anticipations d'une baisse du taux directeur de la Banque de Suède dès le mois de mai (de 4 à 3,75%), se répercutent déjà sur la couronne suédoise (SEK), qui vient d'atteindre son plus bas niveau depuis le début de l'année (11,68 SEK/€). Ce taux correspond à une dépréciation de 5% par rapport à l'euro depuis janvier 2024, et de 16% en trois ans.

Le FMI actualise ses prévisions de croissance et se montre optimiste quant à la reprise économique suédoise en 2025.

Le Fonds monétaire international (FMI) a mis à jour ses prévisions de croissance mondiale, et les performances économiques de la Suède ont fait l'objet d'une attention particulière. Alors que les prévisions de croissance mondiale pour 2024 ont été révisées à la hausse à +3,2 %, le FMI prévoit un taux de croissance de +0,2 % pour la Suède pour l'année en cours (vs une prévision gouvernementale de +0,7% pour 2024), ce qui reflète les défis et les incertitudes auxquels l'économie suédoise est encore confrontée. Cependant, l'optimisme règne quant à une reprise plus forte en 2025, avec une croissance qui devrait atteindre +2,2 %. L'inflation en Suède devrait baisser à +2,6 % pour l'année en cours, contre une moyenne de +5,9 % l'année précédente, ce qui est conforme à l'objectif d'inflation de la Riksbank. Malgré ces tendances positives, le chômage en Suède devrait s'élever à 8,4 % à court terme avant de s'améliorer légèrement pour atteindre 8,2% en 2025. Ces projections soulignent la nécessité de mettre en œuvre des politiques économiques efficaces pour soutenir la reprise en Suède et continuer à relever les défis posés par l'inflation et le chômage.

Le gouvernement a présenté son budget de printemps, le 15 avril, par lequel il entend répondre à la situation économique *via* trois grandes priorités. Tout d'abord, la lutte contre l'inflation et la protection du pouvoir d'achat des ménages. Ensuite, la sécurisation du marché du travail *via* des mesures sur la formation des demandeurs d'emploi et d'incitation au travail et à l'autonomie. Enfin, des mesures pour accroître la productivité et la

croissance sur le long terme. Autant de chantiers qui vont nécessiter des mesures immédiates, mais aussi une réflexion de plus long terme et des changements structurels.

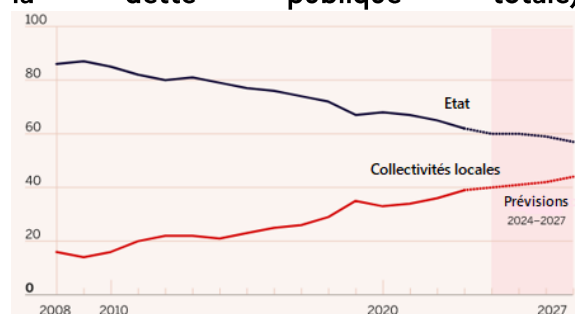
Le poids des prélèvements obligatoires est passé à 40,7% du PIB en 2023.

La Suède a longtemps été le pays de l'OCDE qui comptait le taux de prélèvements obligatoires le plus élevé (proche de 50% du PIB). Depuis l'an 2000, la « pression fiscale » est toutefois orientée à la baisse, et le taux enregistré fin 2023 était de 40,7%, niveau le plus bas depuis la fin des années 1970. Désormais, une demi-douzaine de pays enregistre une pression fiscale plus lourde que la Suède au sein de l'OCDE.

Les finances des collectivités locales se dégradent.

Depuis l'introduction des règles d'or budgétaires à la fin des années 1990, la répartition relative de la dette publique entre l'État et les collectivités locales est passée de 95/5 à 60/40. Plus concrètement, si la dette de l'administration centrale a diminué de près de 30 Mds€, celle des administrations locales a augmenté de près de 60 Mds€ durant cette même période. En 2024, 17 des 21 régions risquent de se retrouver dans le rouge. Le gouvernement vient d'accorder une rallonge d'aides de près de 600M€ à ces régions dans le cadre de la loi rectificative des finances du 15 avril. Si la situation peut paraître préoccupante pour les collectivités locales (dans les 21 régions et, dans une moindre mesure, les 290 communes), il convient de relativiser le problème puisque la dette brute de l'ensemble des administrations publiques (APU) reste limitée dans un contexte européen (31,2% du PIB en 2023).

Evolution du poids de la dette entre l'Etat et les collectivités locales depuis 2008 (en % de la dette publique totale)



Forte hausse des échanges commerciaux bilatéraux entre la France et la Suède en 2023.

Les échanges commerciaux (biens) entre la France et la Suède ont été très dynamiques en 2023. Les exportations de la Suède vers la France sont ainsi passées de 79,9 à 94,1 Mds SEK (+18%) tandis que les importations suédoises en provenance de France ont augmenté de 66,3 à 76,2 Mds SEK (+15%). La France est ainsi le 9^e pays fournisseur et le 8^e pays client de la Suède. Le déficit commercial de la France vis-à-vis de la Suède se creuse néanmoins pour atteindre 17,8 Mds SEK (1,6 Md€).

La Suède mène le combat contre un salaire minimum européen.

La Suède, de concert avec l'Autriche, refuse de signer une déclaration sur les questions sociales, invoquant la crainte de répéter les erreurs du passé. Le Premier ministre Kristersson a expliqué que la Suède voulait éviter des répercussions similaires à celles rencontrées après le sommet social de l'UE de 2017 et soutient que le salaire minimum européen menace le modèle de marché du travail suédois fondé sur les négociations entre les syndicats et les employeurs. Toutefois, les Sociaux-Démocrates craignent que le refus de la Suède de s'engager dans des discussions sur le progrès social n'affaiblisse sa position de négociation au sein de l'UE. Les partis d'opposition ont soutenu la décision du gouvernement, tout en soulignant la nécessité de prendre en compte les conséquences potentielles pour la Suède.

SSAB chute de 20%. Depuis que SSAB a annoncé son investissement d'acier vert de plus de 50 Mds SEK à Luleå (HYBRIT), son action a chuté de près de 20 %, parallèlement au départ de son Président Martin Lindqvist et à la pression exercée sur les prix de l'acier. La Deutsche Bank souligne la solidité du bilan de SSAB, mais prévoit une absence de flux de trésorerie disponible à partir de 2025 en raison de l'investissement de Luleå, ce qui menace les programmes potentiels de rachat d'actions. En outre, la banque considère que l'objectif de SSAB pour 2030, à savoir des émissions nettes nulles, est de moins en moins réaliste étant donné l'absence de décision concernant la transition de l'aciérie de Brahestad. Deutsche Bank prévoit un dividende de 2,69 SEK par action pour 2024, soit près de

la moitié des 5 SEK par action prévus pour 2023.

Ericsson revoit sa stratégie de succès à long terme.

Si, au cours du premier trimestre, l'entreprise de télécommunications a connu une baisse significative de ses ventes, qu'il attribue à un environnement de marché difficile, la rentabilité et les bénéfices ont toutefois largement dépassé les attentes et ce, grâce notamment à un revenu exceptionnel de 1,9 Md SEK provenant d'un litige commercial. Malgré la prudence des clients en matière d'investissement, Ericsson maintient sa position de leader sur le marché. L'entreprise a déclaré un bénéfice d'exploitation, hors coûts de restructuration, de 4,3 Mds SEK pour le trimestre, dépassant ainsi les attentes des analystes. L'annonce récente de 1200 suppressions d'emplois en Suède reflète ses efforts pour relever les défis du marché des réseaux mobiles et se repositionner en mettant l'accent sur l'optimisation proactive des opérations et la réduction stratégique des coûts.

Ventes de vin en Suède : la France conserve sa 2^e place chez Systembolaget en 2023.

L'Italie occupe le premier rang, avec une part de marché de 26,6%, devant la France à 15,5% et l'Espagne à 14,9%. A noter que si les ventes de vins rouges sont dominées par l'Italie (pdm d'environ 40%), l'Afrique du Sud occupe la première place pour les vins blancs (pdm 15,6%).

Indicateurs économiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

	2021 (moyenne annuelle)	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023
Suède	6,1	2,8	-0,2	0,5	-0,8	-0,3	-0,1
Danemark	6,8	2,7	1,8	1,2	-0,6	0,4	2
Finlande	3,0	2,1	-1,0	-0,1	0,4	-1,1	-0,7
Norvège ¹	3,9	3,0	0,5	0,2	-0,5	-0,5	1,5
dont PIB continental	4,5	3,8	0,7	0,1	0	0,1	0,2
Islande	5,1	8,9	4,1	1,1	1,1	-2,5	0,9

Sources : statistics Sweden, ssb.no, statistic Denmark, statistics Iceland, statistics Finland

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

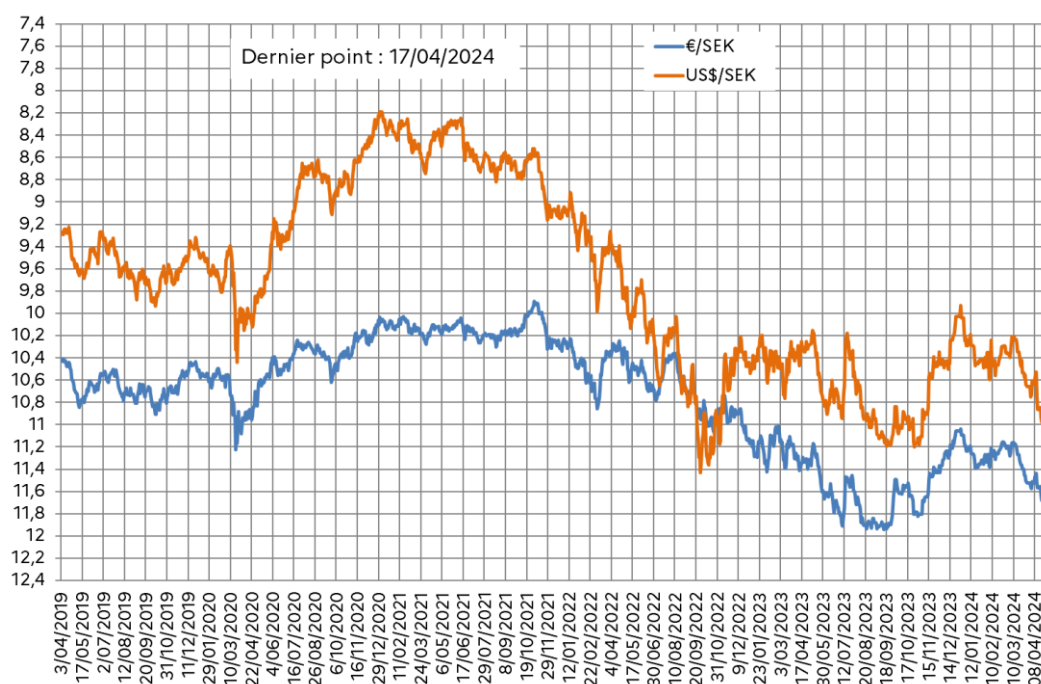
Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel):

	2021 (moyenne annuelle)	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023
Suède	2,2	8,4	8,6	11,4	9,8	7,7	5,6
Danemark	1,9	7,7	3,3	7,3	3,6	2,1	0,5
Finlande	2,2	7,1	4,3	7,5	5,1	3,4	1,5
Norvège	3,5	5,8	4,8	6,6	6,5	4,5	3,7
Islande	4,4	8,3	8,8	10,0	9,4	7,8	7,9

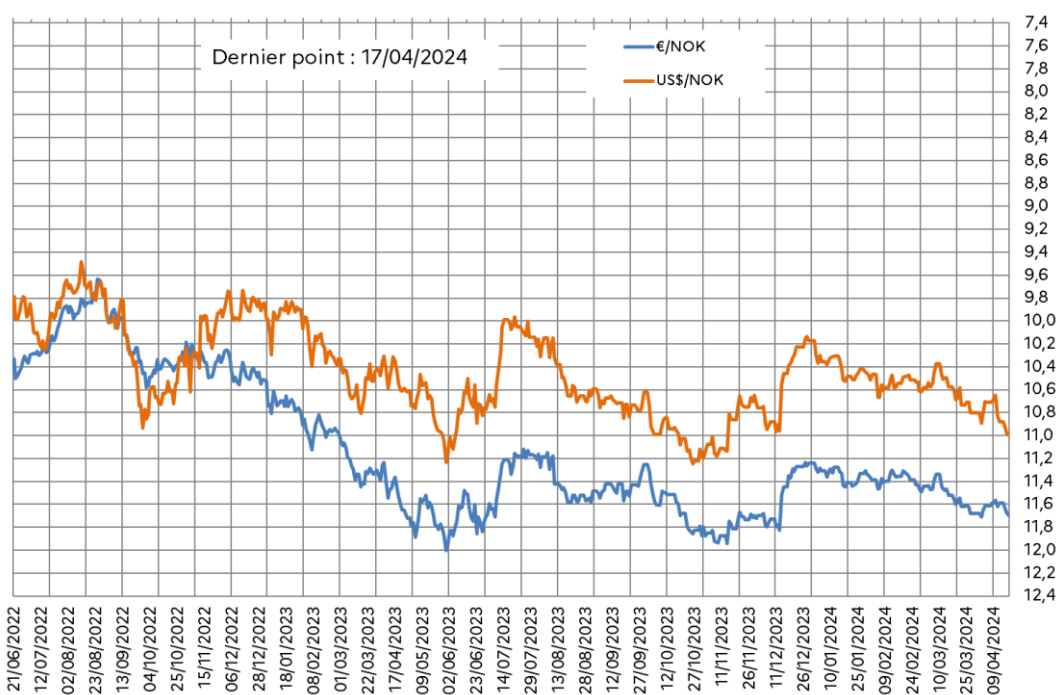
Sources : statistics Sweden, ssb.no, statistic Denmark, statistics Iceland, statistics Finland

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international.

Responsable de la publication : Service économique régional (SER) de Stockholm (O. Cuny - olivier.cuny@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : avec les contributions des Services économiques de Copenhague (C. Camdessus, M. Valeur, A. Reynaud, M. Geeraerts), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, V. Masson), Oslo (F. Choblet, E. Falsanisi, A. Muller), Stockholm (I. d'Armaillé, F. Lemaitre, J. Grosjean, P. Reyl, V. Lision) et de l'ambassade de France en Islande (P. Le Menes, N. Arlin).

Abonnez-vous : pauline.reyl@dgtresor.gouv.fr